L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 10 MAI 1873. 46me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN. 10 MAI.

Prix de l'abonnement.

1 an	$14
6 mois	7
3 mois	3 50
1 mois	1 25
Prix du numéro	5 cents

AVIS.

L'Abeille ne se vend que 5 cents le numéro dans nos bureaux et au dehors.

ABONNEMENTS A LA SEMAINE.

On peut s'abonner à la semaine avec les porteurs de l'Abeille.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Nous publions tous les samedis une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières qui ont paru pendant la semaine. Prix, $5 par an, et 10 cts le numéro.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, une portion de terre sise au coin des rues Toulouse et Borbon, y compris la bâtisse connue sous le nom de Théâtre de l'Opéra.

Par C. E. Girardey & Co., à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale : 1° chalets dans les rues Dumaine et Rocheblave. 2° Maison avec terrain au coin Bienville et Johnson. 3° Charmante résidence de famille, coin Esplanade et Prieur. 4° Résidence en briques N° 18 rue Remparts.

Par Gabriel Léaumont, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale : 250 actions des Abattoirs.

Par S. Guinault, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale : Deux propriétés bien situées ; et au No 225 rue Royale, meubles et tableaux.

Par Vincent & Co, à leur salle d'encan, aux Nos 62 et 64 de la rue de la Douane : linge de printemps et d'été, lingerie de messieurs et chapeaux.

Par Charles E. Fortier, à la Bourse d'Encan St. Louis, rue St. Louis : Résidence de prix No 340 rue Royale.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan : bottes, souliers et brodequins.

Par D. E. Morphy, aux Nos 61 et 63 de la rue Fulton : farine de mais ; sur la Levée au pied de la rue Poydras : foin.

ATTENTION !

☞ Le Théâtre de l'Opéra à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention sur la vente aux enchères publiques qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, d'une portion de terre sise dans le Deuxième District de cette ville, à l'angle des rues Bourbon et Toulouse, ensemble avec toutes constructions, dépendances et appartenances connues sous le nom de Théâtre de l'Opéra ; ensemble aussi avec les meubles, décors, garde-robe, bibliothèque, &c. &c.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

ATTENTION !

Foin. Foin. Voir l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

Farine de Mais.—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

SPECTACLES.

Samedi, 10 mai 1873.

OPÉRA.—A midi—La Dame aux Camélias, Tromb-al-Cazar. Le soir—Les Cosaques, la Consigne est de Ronfler.

ACADÉMIE—Cinderella et the Irish Tutor.

MUSÉE D'ANATOMIE.—40 rue St-Charles.

La vengeance de Kellogg.

Nous reproduisons textuellement ce qui suit du *Republican* d'hier :

Conformément à la détermination annoncée dans sa réponse au maire Wiltz pour assurer l'ordre public et préserver la paix, le gouverneur Kellogg a lancé hier un ordre général portant la brigade métropolitaine au chiffre permis par la loi, savoir : deux régiments de ligne. La mesure sera une mesure coûteuse, sans aucun doute, pour la ville et pour l'Etat, mais *ceux qui dansent doivent payer le joueur de fifre*. Des scènes comme celles qui ont déshonoré la Nouvelle-Orléans dans les derniers jours coûtent à la ville plus que le maintien d'une demi-douzaine de régiments de milice. L'ordre général est comme suit :

État de la Louisiane.
Département de l'Exécutif,
Nouvelle-Orléans, 8 mai 1873.

L'officier commandant de la brigade métropolitaine de la milice d'Etat, avec l'assistance et sous la direction du Bureau de police métropolitaine, enrôlera immédiatement un nombre d'hommes suffisant pour porter la brigade à deux régiments complets de ligne.

Ces enrôlements se feront conformément à la loi No. 37 de la session de 1873, approuvée le 5 mars 1873.

WILLIAM P. KELLOGG,
Gouverneur.

Le colonel James Lewis, administrateur des améliorations, dont le régiment, on se le rappelle, était un des mieux exercés de la ville, a promptement offert ses services et ceux de ses camarades, qui ont été promptement acceptés par le gouverneur, le colonel Lewis étant rétabli dans son commandement dont il avait été destitué par le gouverneur Warmoth, ainsi qu'il résulte de l'ordre suivant :

Etat de la Louisiane, etc.
Au général Henry Street, adjudant-général de la milice de la Louisiane.

Monsieur,—Vous donnerez une commission à l'honorable James Lewis, comme colonel de la milice de la Louisiane, et vous l'assignerez au commandement du second régiment de la brigade métropolitaine de la milice de la Louisiane.

WILLIAM P. KELLOGG,
Gouverneur.

On enrôle rapidement un régiment de recrues blanches et, dans quelques jours, le gouverneur recevra 1,400 armes, ce qui, avec celles qu'il a déjà, feront plus de 5,000.

Le maire Wiltz ne s'attendait pas, assurément, à la réponse que lui fait M. Kellogg ; mais ce n'est pas là ce qui doit nous occuper.

M. W. P. Kellogg sait mieux que personne qu'il n'est pas le gouverneur de la Louisiane, qu'il n'était pas éligible d'après la Constitution et qu'il n'a jamais été élu. Voilà donc un homme qui, sans avoir l'ombre d'un droit à gouverner ce peuple, lève, avec l'argent qu'il a extorqué aux contribuables, une armée permanente de 2,000 mercenaires auxquels il donne des primes énormes, afin de pouvoir écraser par la force brutale une population qui ne veut pas le reconnaître. Il spécule sur la misère des uns, sur la convoitise des autres pour recruter des soldats à gages. Il dit à ces hommes : voici tant d'argent, vous allez prendre ces mousquets et, quand vous en recevrez l'ordre, vous tirerez sur vos concitoyens. Peu importe si vos balles pénètrent dans les maisons et vont tuer des vieillards, des femmes ou des enfants. Vous serez mes soldats et devrez obéir aveuglément ; vous n'êtes plus des citoyens, vous êtes mes sbires.

La mesure sera coûteuse, dit la feuille stipendiée de M. Kellogg et elle semble le regretter, car, si nous en croyons le juge Abell, on ne la paie que difficilement. Qu'importe à Kellogg ? N'est-il pas placé dans cette situation "to be or not to be" ? Il faut qu'il soit gouverneur, dût-il réduire les villes en cendres et marcher—ou plutôt faire marcher ses soldats sur des milliers de cadavres.

Dans quelques jours, il y aura 5000 mousquets—des armes perfectionnées sans doute—prêts à fonctionner et à ramener à l'obéissance les *sujets révoltés* de sa Tyrannie Kellogg ler.

M. James Lewis qui a usurpé les fonctions d'administrateur des améliorations, auxquelles le général Beauregard avait été élu par le peuple, daigne consentir à reprendre son rang de colonel dans la milice. M. Lewis portera-t-il sur ses rôles, comme il l'a fait dans son département, des hommes qui ne feront d'autre service que de toucher leur paie ?

Nous avions pensé que ce peuple avait bu jusqu'à la lie la coupe des humiliations et des amertumes, mais Kellogg a l'ambition de surpasser son prédécesseur et la renommée de l'odieux semble avoir du charme pour lui. Assuré, maintenant, d'obtenir de son chef et créateur, le président Grant, toutes les troupes qu'il réclamera, il ne craint pas de pousser à bout la population et il sème l'argent à pleines mains pour armer des citoyens contre leurs frères et pour semer la terreur et la désolation dans cet Etat qu'il a eu l'honneur de représenter au Sénat des Etats-Unis.

Nous ne savons ce qui résultera de cet état de choses, mais ce que nous pouvons dire, c'est que, tôt ou tard, soit par le gouvernement des Etats-Unis lui-même, soit par le peuple de la Louisiane rendu à son libre arbitre, il sera fait justice des misérables qui abusent, aujourd'hui, de leur pouvoir et qui se vouent, de gaieté de cœur, à l'exécration de tous les honnêtes gens dans la république américaine et dans le monde entier.

UNE NOUVELLE VICTIME.—M. Sydney W. Harris, blessé à Colfax le 13 avril dernier, au moment où il se présentait comme parlementaire aux insurgés noirs retranchés dans la maison de cour, a succombé à Alexandrie le 5 du courant. M. Harris, né au Kentucky, était aimé et respecté de tout le monde dans la paroisse de Grant. Victime d'un odieux guet-apens, il est mort en remplissant courageusement ses devoirs de citoyen. Il laisse pour le pleurer et maudire l'usurpateur qui sème la ruine et la désolation dans nos foyers, un père, un frère, une femme et plusieurs enfants en bas âge.

GRANDE RÉUNION POUR LA QUESTION DE L'IMMIGRATION.—Nous appelons l'attention de toutes les personnes qui s'intéressent à l'avenir de la Louisiane, sur l'appel contenu dans nos colonnes et signé par un nombre considérable de citoyens éminents.

Il y aura, ce soir, à sept heures et demie, dans la salle du Lycée, une réunion dans laquelle on discutera toutes les questions relatives à l'immigration. Les propriétaires, les capitalistes, les marchands, les industriels et tous les citoyens soucieux de l'intérêt général, sont invités à y assister.

Le *Meschacébé* de St-Jean-Baptiste nous apprend que MM. Charles et Alfred Roman, ainsi qu'Edmond Bourgeois, figurent au nombre des exposants américains à Vienne.

MYSTERES !

Nous trouvons ce qui suit dans le *Herald* d'hier soir :

Editeur du New Orleans *Herald*,

Le *Republican* de ce matin contient un soi-disant démenti de l'authenticité de la dépêche de Sherman à Kellogg, sous la signature de Geo. H. Williams, avocat-général.

Ils peuvent dire que ce qui suit est un faux.

Quartier-gén. de l'armée des Etats-Unis.
Washington, 7 mai 9 h. P. M.
A W. P. Kellogg, gouverneur de la Louisiane, Nlle-Orléans.

Ce qui suit vient d'être reçu du Président.

Chicago, 7 mai, 7 h. P. M.
A W. T. Sherman, Washington.

Le télégraphe annonce l'assassinat à la Nouvelle-Orléans du gouverneur Kellogg. Si cela est vrai, chargez le général Emory de prendre des pouvoirs d'un caractère douteux. Répondez de suite.

U. S. GRANT.

Je l'ai informé que c'est un canard.

W. T. SHERMAN, général.

La dépêche de Sherman à Kellogg est véritable et je ferai l'affidavit nécessaire pour établir le fait.

J. E. BURTON.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—C'est aujourd'hui que le Théâtre de l'Opéra doit être vendu aux enchères, par le shérif, nous pourrons donc dire demain les noms des acquéreurs et annoncer officiellement la destination qui sera donnée à notre théâtre pour l'année prochaine.

On donne aujourd'hui, pour la dernière matinée, à onze heures : *La Dame aux Camélias*, drame en 4 actes de A. Dumas fils, et *Tromb-al-Cazar*, opérette.

Ce soir, on donnera pour le bénéfice de M. Cassagne, employé du contrôle qui est astreint, pendant toute la saison, à un travail très assidu, et qui mérite les sympathies des habitués : *Les Cosaques*, grand drame, un intermède, et *La Consigne est de ronfler*.

Demain, dimanche, pour la clôture de la saison, *Le comte de Carmagnola*, au bénéfice de l'auteur-directeur, M. L. Placide Canonge.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Depuis que la troupe de Leffingwell s'est jointe à celle de Pauline Markham, le nombre des habitués de ce théâtre n'a fait que croître et chaque soir la salle est comble.

La pièce de "Cendrillon", qui nous rappelle les premiers contes dont on a bercé notre enfance, est très gaie, et conséquemment très amusante. Nous engageons fortement nos lecteurs à se rendre à l'Académie pour en juger par eux-mêmes.

CONFÉRENCES DU FAT CONTRIBUTOR.—Eprouvez-vous le besoin de rire un peu pour vous dilater la rate ? Oui, assurément, pour oublier un instant Kellogg, les métropolitains, les taxes et le diable, qui vont de compagnie. Eh bien ! allez mardi au Théâtre des Variétés ; vous entendrez là un homme d'esprit, M. Griswold, qui a le privilége d'intéresser, d'amuser et de faire rire de bon cœur tous ceux qui l'écoutent. Il appelle sa conférence un "repas indien." De quoi parle-t-il, nous n'en savons rien, mais sur la foi de nos confrères des villes américaines, nous avançons qu'il a le don de charmer son public. Il donnera mercredi une matinée pour les dames et les enfants. Chaque porteur de billet a droit aux chances d'une tombola qui sera l'occasion de nouveaux éclats de rire.

☞ On trouvera plus loin une annonce, par laquelle une récompense de $500 sera donnée pour la découverte d'un enfant âgé de neuf ans et demi, absent de chez ses parents depuis le 6 mai.

VIN ROUGE.—La maison A. Rochereau & Co., 16 et 18, a à vendre, en débarquement du navire "Comtesse Duchatel," de Bordeaux, une grande consignation de vins rouge, et, entre autres, 123 caisses de vin de Bourgogne, etc.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

NOUVELLES ET RUMEURS.—Depuis jeudi, toute agitation a cessé à la Nouvelle-Orléans ; non pas que le peuple soit moins indigné des procédés de l'usurpateur Kellogg à son égard, ou que la noble résistance du colonel Alcibiade Deblanc contre les baïonnettes des sbires de Badger le trouve plus indifférent ; mais parce que ses premiers transports passés, il a réfléchi, et qu'il sent que ce n'est pas avec des cris et des imprécations qu'il renversera le gouvernement usurpateur qu'on veut lui imposer.

Tous les esprits sont donc plus calmes ; mais les bons citoyens n'en sont que plus résolus à maintenir leurs droits. Il y a toujours une grande excitation, néanmoins, dans tous les cercles politiques, et chacun attend avec anxiété des nouvelles de la paroisse St-Martin et les commente de mille façons.

On ne sait que croire encore de toutes ces rumeurs que nous transmet le télégraphe.

Les faits que nous annoncent les correspondants et les reporters de Brashear City ou de la Nlle-Ibérie sont plus ou moins dénaturés selon l'opinion politique de l'écrivain.

Le plus simple incident a tant de versions différentes qu'on se demande à laquelle on peut ajouter foi, et que dans le doute, on est forcé de s'abstenir et de garder ses réflexions pour soi.

Nous apprenons que trois compagnies du 19ème régiment d'infanterie des Etats-Unis sont parties, par un train spécial du chemin de fer des Opelousas, hier après-midi, sous le commandement du capitaine Bradford. Ces trois compagnies doivent se joindre aux troupes fédérales qui sont déjà à Brashear city et se diriger sur St-Martinville, par terre.

Les métropolitains semblent avoir abandonné toute idée de mettre en déroute la petite armée du colonel De Blanc, puisqu'ils appellent à leur secours les soldats de Grant et qu'ils ont hâte de se cacher derrière les uniformes bleus, avouant ainsi pour la centième fois que le gouvernement frauduleux de Kellogg ne saurait se maintenir sans l'intervention des baïonnettes fédérales.

C'est parce que M. Kellogg se sent tellement sûr de la protection du dictateur qui siége à Washington, qu'il ose voir une milice d'Etat, un navire de guerre, des arsenaux et des canons.

Il agit comme ces enfants gâtés qui sont insolents et hargneux vis-à-vis de leurs petits camarades, tant qu'ils ont près d'eux des parents toujours disposés à leur donner raison ; mais qui pleurent et qui demandent grâce dès que leurs parents ou que leurs protecteurs sont loin.

M. Kellogg est certainement le favori du président Grant, son gâté, son Benjamin ; et nous sommes porté à croire qu'après les chevaux, le cigare et la liqueur nationale, le grand homme que le sort a fait le vainqueur de Lee, n'aime rien tant que le chétif et larmoyant personnage qui veut être le gouverneur de la Louisiane.

Les métropolitains sont sortis tout à fait hier et ont repris leurs fonctions ordinaires. Ils paraissent en général peu désireux de se trouver enfermés avec leur surintendant dans la Maison de Cour de St-Martinville.

On continue à leur fournir les armes les plus perfectionnées.

Hier matin, on a porté à l'ancien arsenal de la rue St-Pierre quinze grandes caisses contenant des carabines Winchester.

Tout cela nous fait croire que Longstreet et Badger ont en réalité deux fusils pour chaque soldat.

La journée pluvieuse d'hier a été propice aux canards. Nous avons saisi au vol deux de ces innocents oiseaux et nous leur avons tordu le cou, sans plus de cérémonie, pour les servir, cuits à point, à nos lecteurs. Il s'agit de Kellogg nécessairement. On racontait que cet honnête industriel avait envoyé, dans la matinée, deux malles au bureau du "Southern Express", et chacun avait pu espérer, pendant quelques instants, que l'aventurier de l'Illinois, pris de la passion des voyages depuis sa petite aventure de mercredi soir, s'éclipsait sans crier gare à son associé Antoine, pour s'en aller "where the woodbine twineth", c'est-à-dire plus que loin ! Le désappointement a donc été grand en apprenant que les deux malles contenaient, non les hardes de Son Excellence radicale, mais quelques boîtes de cigares et plusieurs douzaines de bouteilles de vieux *Rye* pour Grant.

Le second canard est encore plus épicé que le premier.

On prétendait que Kellogg avait envoyé deux de ses amis au colonel Charles Railey, et on les nommait même—Barber et Norton—pour lui demander raison de ses insultes, et lui proposer un combat à la hâche et à la dague, sans pitié ni merci, jusqu'à ce que mort s'en suivre. Nous devons dire, néanmoins, que peu de personnes ajoutaient foi à cette rumeur, mais on en riait aux larmes.

Quelques mauvais plaisants disaient que le seul duel qu'accepterait Kellogg, serait un duel à la bouteille, avec le vice-gérant de Dieu comme premier témoin.

Nous avons trouvé hier soir au bureau central de la police la dépêche suivante de Badger. Il est aisé de voir que les nouvelles que donnent celui-ci sont fabriquées à plaisir :

St. Martinville, 9 mai 1873—Au général H. Street, adjudant-général : Depuis l'escarmouche qui a eu lieu avant hier, les hommes de De Blanc ont abandonné leur camp et se sont dispersés par bandes.

Une bande est retournée dans la paroisse Lafayette ; une seconde bande a traversé Breaux Bridge, se dirigeant vers la paroisse Iberville ; et une autre bande a gagné le lac de la Fausse Pointe. — A mon avis, De Blanc ne peut pas garder ses hommes ensemble et la partie est gagnée pour nous.

A. J. BADGER,
Brigadier-général.

Le Grand Jury de la paroisse d'Orléans, par l'entremise de son énergique président, M. E. R. Poole, a présenté hier un second rapport au juge Abell, de la Première Cour de District, pour appeler son attention sur les désordres qui ont eu lieu dans la nuit du 5 mai, et pour décréter l'arrestation et la mise en accusation des principaux émeutiers qui ont pillé le magasin de messieurs Folsom et frères, situé rue de la Levée, en face de la Douane, et celui de M. Carsom Mudge, situé rue des Magasins.

Le président du Grand Jury déclare qu'après avoir signalé et avoir dénoncé les actes arbitraires commis par certaines personnes au détriment des citoyens de la Nouvelle-Orléans, il désire donner une preuve de son impartialité en pareilles matières, en demandant au juge Abell et au Bureau de police, de prendre des mesures énergiques contre les personnes qui, au mépris de la loi, ont mis à sac les magasins de deux armuriers et qui ont troublé la paix publique en tirant des coups de fusil dans les rues. Le président du Grand Jury demande que les coupables soient arrêtés immédiatement et qu'ils soient conduits devant le tribunal de la justice pour répondre de leurs actes.

Le juge Abell, après avoir reçu la communication du Grand Juri, a eu une longue entrevue avec les membres qui le composent. Son Honneur a déclaré qu'il condamnait les désordres qui avaient eu lieu après l'assemblée de la place Lafayette, en même temps que les discours incendiaires des orateurs.

Pour ce qui regarde la mise en accusation de Kellogg, de Longstreet et de Badger, décrétée par le Grand Juri, le juge est d'avis qu'il n'a pas le pouvoir de les contraindre à comparaître devant son tribunal, parce qu'il ne connaît pas de loi qui l'autorise à agir, ainsi, excepté dans un cas de mépris de cour.

Son Honneur pense aussi qu'il n'y a pas de loi qui rende responsables les officiers d'un Etat d'un crime qui aurait été commis par le seul fait de retirer la police de la ville pour l'envoyer dans les campagnes.

M. Luther Holmes, le secrétaire de l'Association de la Foire Agricole et Industrielle de la Louisiane, nous apprend que l'heureux propriétaire du billet portant le numéro 81,999, qui a gagné les cinq mille piastres en or, se nomme Henry Ware et habite la paroisse Plaquemines.

Pendant que la police s'en va guerroyer dans la paroisse St-Martin, les voleurs, qui sont nombreux à la Nlle-Orléans, depuis l'importation des "*chevaliers de la besace*," profitent de l'absence de ceux qui *devraient* être les gardiens de la paix, pour essayer de s'enrichir aux dépens du prochain.

Quelques citoyens du Second District qui n'entendent pas se laisser dépouiller ainsi, ont organisé une garde urbaine, mercredi et jeudi soir, pour faire la patrouille des rues abandonnées par les belliqueux métropolitains.

Bien leur en a pris ; car jeudi soir, vers minuit, ils ont arrêté, au coin des rues Royale et Dumaine, un nègre porteur du nom d'Albert Johnson, s'appropriant des chaussures qui, évidemment, ne lui appartenaient pas, car le cordonnier qui les a faites ne les destinait certainement pas à un pied africain. Surpris en flagrant délit, le filou à peau couleur d'ébène, a jugé inutile de nier son crime ; mais il s'est défendu vigoureusement avant de se rendre. C'est avec beaucoup de peine que les jeunes gens, qui remplissaient momentanément les fonctions d'officiers de police, ont réussi à maintenir leur prisonnier et à le conduire au poste.

Un incendie s'est déclaré hier matin dans une forge appartenant à M. Burges, située au No 70 de la rue Pleasance. La bâtisse a été entièrement consumée en moins d'une demi-heure. Les flammes ont gagné la maison voisine appartenant à M. Flash et habitée par Louis Bacchus, et elle a été considérablement endommagée.

Les pertes de M. Burges sont évaluées à $1,800 et sont couvertes par une assurance pour ce montant à la Compagnie des Marchands.

Les meubles de Louis Bacchus, qui ont été endommagés par le feu et par l'eau, étaient assurés également à la Compagnie des Marchands pour $700.

ASSESSEMENT NOS. 132, 133 ET 134.—Voyez la colonne des notices spéciales—mort de L. Knifferle, Numa Augustin et Jno. Doel—payable au bureau de la "Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association" de la Louisiane, rue du Camp, No 19. Montant payé depuis l'organisation, en août 1868 : $333,950.

DEPECHES Télégraphiques

TRANSMISES A "L'ABEILLE"

LOUISIANE

Attaque à St. Martinville.

Nlle-Ibérie, 9 mai, 9, 30 A. M.. On a vainement essayé hier soir d'attirer la police en dehors de St-Martinville. Un détachement d'éclaireurs s'était approché de la ville, dans l'espoir de faire avancer la police ; le détachement n'a pas été inquiété et la police n'est pas venue. La seule chose qui empêche le col. DeBlanc de faire une attaque sur la ville est la présence des femmes et des enfants. Ryan, du bureau de police, m'a dit hier que bien que le col. Badger exerçât une grande pilsance sur ses hommes, il craignait cependant que si un autre était blessé, il fût impossible de les empêcher de brûler la ville. Le col. DeBlanc a dit, à propos de l'engagement de mardi, que s'il eût pu attirer la police un quart de mille de plus en dehors, il l'eut prise tout entière et qu'il eut pu le faire même dans ce cas, si le détachement envoyé par lui de l'autre côté du Bayou fut venu à temps. La retraite rapide de la police est ce qui l'a sauvée.

Cinquante soldats des Etats-Unis attendent à Brashear un moyen de transport. Le steamer Iberia, qui devait les prendre a viré de bord quand le capitaine a vu qu'ils était suivis des métropolitains.

Les quarante-cinq hommes de police ont passé à Franklin sans être inquiétés ce matin et seront ici dans deux heures. Ils feront sans doute jonction avec le colonel Badger aujourd'hui, car rien à présent ne les empêche de le faire. Ils sont commandés par Mike Cooney.

Brashear City, Louisiane, 9 mai — Les troupes des Etats-Unis sont encore ici. Le steamer Iberia refuse toujours de recevoir le marshal De Klyne à bord. Il n'y a plus de métropolitains en ville. Tout est tranquille jusqu'à Centreville. La cavalerie métropolitaine a marché sans avoir été inquiétée. Les troupes des Etats-Unis partiront par terre.

Franklin, Louisiane, 9 mai — Quarante-trois policiers à cheval ont passé ici à 9 heures ce matin. Ils n'ont pas été inquiétés. Ils feront leur jonction avec Badger ce soir.

Brashear City, 9—170 soldats, des Etats-Unis, commandés par le général Smith, sont partis d'ici à 11 h. du soir pour St-Martinville, sur le steamer *Iberia*. Il ne reste plus de troupes ici. Le wharf était couvert de monde accouru pour voir l'embarquement. L'ordre et le silence régnaient dans la foule.

Le général Smith avait reçu un télégramme lui annonçant que le steamer Ozark recevrait ses hommes au Bayou Têche. Il n'aurait qu'à suivre la route jusqu'à ce qu'il trouvât le steamer. Le télégramme fut montré par lui à M. Tupper et après un long pourparler entre eux, le dernier consentit à prendre les troupes à bord de son bateau.

Le député-marshal de Klyne a été admis à bord comme passager et tous les autres passagers ont été admis. M. Tupper déclarant que les bateaux avaient repris leur service.

Le bateau "Mimmi Avery" partira demain avec fret et passagers. Le calme est rétabli à la grande satisfaction des citoyens de la ville. Les troupes des Etats-Unis fussent parties d'ici lors de leur arrivée mardi dernier, si le député-marshal De Klyne n'eût pas insisté pour partir en même temps. Les habitants de la paroisse approuvaient la conduite de M. Tupper dans son refus de lui permettre ce venir à bord.

La détermination était telle que ce matin la soupape régulatrice de l'une des machines sur l'Iberia fut enlevée pendant que l'ingénieur dormait et jetée par dessus bord. Quand le tour fut découvert, on employa des plongeurs pour retirer la soupape de la baie, mais ces efforts n'ayant pas réussi, il a fallu faire une nouvelle pièce.

Une escouade d'hommes est partie d'ici ce soir pour aller à la recherche d'une escouade de traînards métropolitains qui étaient partis d'ici hier soir. On a vu des skifs dans diverses parties de la baie. On suppose, néanmoins, que l'alarme a été donnée simplement pour mettre un terme à l'excitation de la semaine dernière. Les nègres, bruyants d'ordinaire, ont été très calmes pendant tous ces mouvements, métropolitains et autres. La population a reçu les officiers des Etats-Unis avec cordialité, regrettant seulement de les voir employés comme escorte du député-marshal De Klyne.

Incendie.

Monroe, La., 9—Un incendie a détruit 14 bâtisses. Perte $150,000. Assurance $66,000. H. Kinderman perd $20,000, assurance 14,000 ; S. Marx perd $17,000, assurance 10,000 ; J. Bernhall perd $22,000, assurance 16,000 ; J. Baer perd $13,000, assurance 5,000 ; R. Nelson perd $5,000, assurance 3,900 ; F. Endom perd $7,000, assurance 5,000 ; A. Byers perd $5,500, assurance 3000 ; Mme Salomon perd $10,000, pas d'assurance ; Gress Bros. perdent $26,000, assurance 15,500 ; F. W. Michaux perd $10,000, assurance 8,000 ; Caldenwood & Aby perdent $3,500, assurance 1,200 ; Y. Hing perd $2000, assurance 1,800 ; Thos. Dunn perd $2,000, assurance 1,000 ; M. McKenna perd $3,000, assurance 600 ; M. Betsold perd $2,500, assurance 1,000.

WASHINGTON.

Dépêche de Packard à l'avocat-général.

Washington, 9—Nouvelle-Orléans, 8 mai 1873.

Honorable Geo. Williams, avocat-général :

J'ai reçu des mandats pour arrêter De Blanc et 10 autres meneurs de l'organisation insurrectionnelle à St Martin. Les accusés ayant une armée considérable, j'ai jugé que le mieux était de demander au général Emory une force militaire de 40 hommes et deux officiers, qui m'ont été promptement fournis.

Le chef-député marshal de Klyne est arrivé avec cette force hier, à Brashear City par chemin de fer. La ligne régulière de bateaux de Price, Hine & Tupper, portant la malle des Etats-Unis à St-Martin, avait été retirée avant l'arrivée du député-marshal ; ces bateaux sont amarrés à Franklin, et les propriétaires nous refusent l'usage des bateaux. Il n'y a pas d'autre moyen de transport par eau ici, mais le général Emory peut y suppléer en peu de temps.

Le général Badger, commandant la milice d'Etat, a passé cinq jours à St-Martin, où il s'est rendu pour installer les officiers locaux. Cette paroisse avait été portée par les deux bureaux comme ayant voté pour les Républicains.

On a continué le feu d'escarmouche et il y a des blessés des deux côtés. Les dernières nouvelles sont que Badger occupe la ville et protége la Cour qui est en séance. Il n'a pas l'intention de sortir pour attaquer. La force de De Blanc, campée à deux milles en dehors, se compose de 300 hommes, et l'on ne croit pas que cela suffise pour attaquer la position de Badger.

L'arrivée du député-marshal avec sa posse militaire terminera le conflit.

S. B. PACKARD,
Marshal des Etats-Unis.

Washington, 9—Le Président est revenu.

Washington, 9 mai—Le Président a ordonné que les bureaux publics, à Washington, fussent fermés le 10, jour des funérailles du juge Chase, et qu'ils fussent drapés de deuil pendant 30 jours et que les pavillons soient descendus à mi-mât sur les édifices publics, les forts et les navires du gouvernement, le jour des funérailles, par respect pour la mémoire de l'illustre défunt.

Washington, 9—Les symptômes dans l'état de l'amiral Winslow, qui a été frappé de paralysie, sont plus favorables.

Observations Météorologiques.

Washington, 9 mai—Pour les Etats du Golfe, vents du Nord et du Nord-Ouest ; baisse de température ; nuage et pluie.

CUBE.

Havane, 9.—Tous les navires arrivés ici de ports en communication avec la Nouvelle-Orléans seront mis en quarantaine. Le steamer des Etats-Unis Powhattan, de Key West, a repris la mer, ne voulant pas être quarantainé.

Havane, 8 mai—Un canot de la canonnière anglaise Fly a pris Bidwell, un des auteurs de la fraude sur la Banque d'Angleterre, et l'a emmené au steamer anglais Corsica, parti ce soir pour l'Angleterre. Bidwell était accompagné d'un détective anglais, et refusé des passagers à bord du Corsica. On rapporte que Bidwell deviendra témoin de l'Etat à son arrivée en Angleterre.

MEXIQUE.

Les Jésuites au Mexique.

Mexico, 30—La police a reçu ordre d'interdire aux Jésuites la liberté de vivre en société à Oaxaca. Plusieurs membres de cet ordre ont prêché la désobéissance aux lois et à la constitution, et ordre a été donné de les arrêter ; mais ayant été prévenus à temps, ils ont pris la fuite.

Les candidats du gouvernement pour la présidence du Congrès et pour les fonctions de secrétaires seront probablement élus.

Une dépêche de Santiago de Cuba dit : O'Kelly est arrivé ici hier et a été mis au Moro Castle. Le procès sera continué ici.

EUROPE.

ESPAGNE.

Autre défaite des Carlistes.

Madrid, 9—Le gén. Villarige a battu les Carlistes et a tué trois de leurs chefs. Cette affaire est regardée comme un grand coup à la cause des insurgés.

L'amiral Topete a été arrêté. On suppose qu'il sera bien vite relâché.

Le gén. Velarde, dans une dépêche télégraphique au gouvernement, dit : "Beaucoup de Carlistes se rendent".

Il dit aussi qu'il fait des préparatifs pour ordonner une levée d'hommes afin d'écraser les insurgés. Les bandes de Carlistes commandées par Campo et Gómez, ont été battues par les forces nationales. Nombre d'insurgés ont été tués.

Le différend qui existait entre le gén Vilarde et le ministre de la guerre, Nouvelles a été réglé à l'amiable.

ANGLETERRE.

Londres, 9 mai—On rapporte que le ministre espagnol en Angleterre a adressé à lord Granville une demande pour que le comité carliste de Londres, qui fournit des fonds à Don Carlos, soit poursuivi.

Une dépêche de Lisbonne dit que 22 carlistes ont pris passage à bord d'un steamer parti de ce port pour Liverpool.

Londres, 9 mai—Une dépêche au *Standard*, dit : un sérieux désaccord s'est élevé entre l'archiduc Charles, Louis Patrei et le baron Schwartz, surintendant de l'exposition, par suite de la lenteur des arrangements. L'empereur a partagé l'opinion du baron et l'archiduc ayant pris ombrage a quitté Vienne.

AUTRICHE.

Une panique financière à Vienne.

Vienne, 9.—Il y a eu une forte panique à la Bourse aujourd'hui, causée par la faillite d'une grosse maison qui a jeté sur le marché une somme considérable d'actions. L'excitation a été si grande que les affaires ont été impossibles. Les spéculateurs ont demandé au gouvernement d'ordonner la suspension des opérations pendant plusieurs jours, et d'adopter des mesures pour mitiger la crise pendant le fort de la panique.

Rothschild et Sbey ont été publiquement insultés aujourd'hui à la Bourse.

Vienne, 9.—Le nombre des visiteurs à l'exposition, depuis l'ouverture, a été de 12,000 à 16,000 par jour.

ITALIE.

Rome, 9—A la Chambre des députés aujourd'hui, le vi-comte Venosta, ministre des affaires étrangères, a prononcé un discours en faveur du bill qui abolit les corporations religieuses. Il a dit que l'Italie n'était pas forcée de conserver les obligations de mains mortes par lesquelles ces corporations existaient, mais en même temps, on doit laisser aux chefs des ordres religieux, les moyens d'entretenir leurs communications avec le monde catholique.

L'Italie en abolissant le pouvoir temporel avait contribué au progrès du siècle, mais elle doit s'abstenir d'attaquer le pouvoir spirituel.

FRANCE.

Bayonne, 9—On dit que le service sera bientôt repris sur le chemin de fer du nord en Espagne, le gouvernement et les Carlistes étaient tacitement d'accord sur la nécessité de respecter la neutralité des chemins de fer, pourvu qu'ils ne servent pas au transport de troupes ou de matériel de guerre.

DIVERS.

L'opinion de Brigham Young sur la politique à suivre à l'égard des Indiens.

Ville du Lac Salé, 8 mai—Le correspondant du Omaha *Herald* a eu, hier, une entrevue avec Brigham Young et a obtenu ses vues sur la question indienne.

Young a dit qu'en 1847, il s'établit en ce pays avec 140 personnes, et que le pays, dans un rayon de milliers de milles autour d'eux était infesté d'Indiens hostiles. Il gagna leur amitié au moyen de loyauté envers eux et ne les trompant jamais. Quand il leur faisait une promesse, il la tenait. Il a ajouté que l'hostilité des Indiens avait été augmentée par les vols commis par des agents sans scrupule du gouvernement ; que les Indiens avaient perdu toute confiance dans l'honneur et l'intégrité des officiers du gouvernement ; que les Modocs ont fait aux commissaires juste ce qu'ils pensaient qu'ils leur feraient et que la paix doit être faite à tout prix, sans quoi tout l'Ouest serait plongé dans une guerre indienne générale.

Quand le correspondant demanda à Young s'il endossait la politique indienne du Président, il répondit : J'endosse cette politique en tout ce qu'elle peut avoir de bon pour corriger les abus de conduite à une paix durable et à la civilisation des Indiens. Brigham a dit encore que la guerre indienne détruirait le commerce, ferait fuir le capital, arrêterait l'immigration et retarderait d'une vingtaine d'années les établissements dans l'Ouest, ce qui serait une grande calamité.

Philadelphie, 9—Le général Parsons, du Texas, compte parmi les membres du comité financier de la célébration centenniale.

San Francisco, 9—Les têtes du chef John Schonchin et de plusieurs autres Modocs ont été envoyées au quartier-général.

North Easton, Mass., 9—Oakes Ames est mort, sans convulsion, en présence de sa famille.

Little Rock, 9.—Le député du marshal des E. U. est arrivé ici aujourd'hui avec deux hommes arrêtés dans le comté Chicot, pour la fabrication de faux nickels et quand ils étaient en pleine opération. Un troisième a été arrêté et a essayé de s'échapper, mais on a tiré dessus et il a été dangereusement blessé.

Brownsville, 8.—Hier matin, une troupe d'hommes armés de fusils à la Winchester, fit passer le Rio Grande à un grand lot de bestiaux volés à 15 milles au-dessous de cette ville. Pendant cette opération, un fermier du voisinage qui était allé voir ce qui se passait, fut menacé par un des voleurs qui mit son fusil en joue contre lui, en lui intimant l'ordre de se retirer. Un message fut dépêché au fort Brown, et un détachement de cavalerie fut envoyé à la poursuite des coquins. Mais il n'arriva à l'endroit du passage qu'une heure après l'arrivée du dernier animal volé sur la rive mexicaine.

New York, 9—Les ouvriers maréchaux-ferrants, au nombre de 1,500, se proposent de parader et de faire grève la semaine prochaine si les patrons ne cèdent pas à leurs demandes.

Ed. C. B. Garcia, consul-général de l'Uruguay aux Etats-Unis, a été arrêté ce matin par le marshal des Etats-Unis Fiske, en matière civile. Garcia a reçu de Buenos Ayres de l'argent qu'il n'a pas remis. L'affaire sera jugée par une Cour de District des Etats-Unis.

New York, 9—Dans une réunion de bourciers convoqués pour considérer la question de la pose d'un nouveau cable, une pétition signée par plus de 200 personnes a été lue. Cette pétition expose la nécessité de ce cable, à cause de l'élévation du taux actuel. Une résolution pour soutenir la nouvelle Compagnie avec des souscriptions, a été votée. Cette Compagnie doit avoir un capital de $1,250,000 et devra avoir posé le câble et l'avoir mis en opération vers le commencement de mai 1874.

Cincinnati, 9—Le service funèbre de l'évêque McIlvaine à l'église du Christ a eu lieu ce matin. On y voyait un bon nombre d'évêques et de membres du clergé de toutes les dénominations de la ville. Les cérémonies ont été très imposantes.

Annapolis, 9 mai—Johanna Nicholson et Thomas E. Whalen, qui tuèrent Mme Lumley, à Baltimore, ont été convaincus de meurtre au premier degré.

Vers la fin des débats, Whalen a fait un bond du banc des accusés et a frappé le député marshal Frey avec un lourd morceau de fer enveloppé dans un bas. Nicholson en a fait autant et s'est élancé sur Frey. Il s'en est suivi une mêlée générale. La scène était épouvantable et émouvante ; on a rarement vu dans une cour de justice. On a fini par terrasser et désarmer les prisonniers.

Voir la suite à la 4me page.

Aux Amis de la Louisiane.

La Louisiane aurait pu échapper à la plupart des maux dont elle souffre aujourd'hui, si les désordres politiques et l'abandonnement qui régnent parmi les habitants. Mais il y a peut-être un remède pour tous ces maux, et ce remède est l'immigration.

Je considère le plus propre à la Compagnie de Homestead et de l'Immigration (Louisiana Immigration & Homestead Company) pour assurer la paix et la prospérité dans notre communauté, comme éminemment profitable. [illegible]

G. T. BEAUREGARD,
Président de Louisiana Immigration & Homestead Company.
Nouvelle-Orléans, ce 7 mai 1873.

Convocation d'une Assemblée des Citoyens pour répondre aux suggestions du général Beauregard, président de la Société d'Immigration et de colonisation de la Louisiane.

Les soussignés, citoyens de la Nouvelle-Orléans et de la Louisiane, invitent tous les propriétaires, capitalistes, négociants, et autres amis de l'Etat, à s'assembler, si les circonstances le leur permettent, dans la salle du Lycée.—Lyceum Hall,

Aujourd'hui, Samedi, 10 du courant, à 7 heures du soir.

[illegible — liste de signataires]

CHEMISES DEVANTS TOILE,

A $15 LA DOUZAINE.

—CHEZ—

HEBERT-MIRET & PINSARD.

140 rue du Canal.

NOUS offrons à nos amis un grand assortiment de CHEMISES pour hommes, CHEMISES sans cols, devants toile, à $15 la douzaine.

Grand assortiment de CHEMISES françaises, à $33 la douzaine, cols, devants et poignets en toile.

Aussi—Un assortiment de CHEMISES devants toile et tout toile, de CHARVET.

Choix considérable de Bonneterie, Gilets de Peau, Caleçons, Chaussettes, Mouchoirs, Foulards, Bretelles, Cravates, Fancy Cols et Manchettes.

Choix très grand de Devants de Chemises, Gants de toutes sortes, Parfumerie française.

Prix excessivement réduits.

HEBERT-MIRET & PINSARD,
140 rue du Canal.

Bureaux de "Louisiana Equitable Life Insurance Co."—LUNDI, 21 avril, à l'élection annuelle de Directeurs de cette Compagnie, les Directeurs dont les noms suivent ont été élus pour le terme de trois ans à dater du premier lundi de mai 1873. [illegible]

Avis.

LA société qui a existé jusqu'à ce jour, dans cette ville, sous la raison GEO. McGIBBON & CO., a été dissoute d'un commun accord, et toutes procurations qu'elle a données sont formellement révoquées.

Les soussignés continuent les affaires dans cette ville, au coin des rues Canal et Bourbon, sous la raison McGIBBON, ALLYN & DUBOIS.

GEO. McGIBBON, } Nouvelle-
ISHAM T. ALLYN } Orléans.
THEO. DUBOIS, à New York.

Nouvelle-Orléans, 16 avril 1873.

Baignoires patentées de Max. Huet.

CES BAIGNOIRES, dont l'invention est toute nouvelle, offrent un avantage des plus importants sur toutes les autres Baignoires fabriquées jusqu'à ce jour. [illegible]

Taxes de Ville de 1873.

DÉPARTEMENT DES FINANCES,
Hôtel de Ville, Nlle-Orléans, 26 avril 1873.

Un escompte de trois pour cent sur la partie payable au comptant sera accordé à toutes les personnes qui paieront leurs taxes de ville de 1873 d'ici au 26 mai 1873.

LOUIS SCHNEIDER,
Administrateur des Finances.

Fruits passés à l'Etuve, d'Alden.

LES soussignés viennent de recevoir, directement de la fabrique, à Anna, Ills.—

29 barils (de 169 livres) Pommes.
40 caisses (de 8 livres) Pommes.

J. L. DUNNICA & CO.

VICTOR SCALES.

Balances de Toutes Descriptions.

GARANTIES A TOUS LES ACQUÉREURS.

J. B. ALCÉE GAUTHREAUX, Agent pour le Sud,

TABAC PERIQUE.

AGENCE du célèbre Tabac Perique de la Grande Pointe, paroisse St-Jacques, Louisiane.

E. BOURGEOIS.

LE Dr. A. GAUTHIER,

On demande,

AVIS AUX EXPEDITEURS.

AUCUN RETARD QUELCONQUE A CAUSE DES GLACES ET DES BASSES EAUX.

JAMES T. TUCKER, Agent Général.

QUEYROUZE & BOIS,

MARCHANDS EN GROS DE GROCERIES, VINS, LIQUEURS

GRAND DEPOT DE LA BALSAMIQUE des PYRÉNÉES

LIQUEUR HYGIÉNIQUE (approuvée des médecins)

QUEYROUZE & BOIS

LAURENT LACASSAGNE.

Chaux de l'Alabama.

SAMUEL JAMISON.

E. H. REYNES & BRO.

CAZAUX & VERGNOLE,

NÉGOCIANTS-COMMISSIONNAIRES

En Vins, Cognacs et Cordiaux,

73 ......VIEILLE-LEVÉE...... 73

NOUVELLE-ORLÉANS.

Avis.

FOLSOM BROS.

Demande de Fusils.

Avis aux Dames.

JULES DELAUNAY,

CASSIDY & MILLER,

LICENCES et TAXES d'ETAT et de VILLE.

Mr BRETTE,

14 ....Rue St-Charles.... 14

ENTREPOT DE TAPIS,

A. BROUSSEAU, Importateur,

On demande à acheter DES LIVRES DE VALEUR

DANS TOUTES LES LANGUES.

JOURNAUX ILLUSTRÉS,

14 ....Rue St-Charles.... 14

ELKIN & Co.

Au No 168 de la rue du Canal

$500 de Récompense

(Et il ne sera pas fait de questions)

A QUICONQUE RETROUVERA L'ENFANT EDDY KAUFMAN, âgé de 9 ans et demi. [illegible]

S. KAUFMAN.

En débarquement du navire "Comtesse Duchatel", de Bordeaux.

A. ROCHEREAU & CO.

A louer à bail,

A. GEIGER.

Mme FELIX LABATUT, Présidente.

Le Dr. SPINNEY

BOUTONS.

J. A. D'HEMECOURT.

CONFISERIE

Avec une Usine à vapeur.

J. A. D'HEMECOURT,

SUCCESSEUR DE E. TURPIN,

93 ... Rue Vieille-Levée ... 93

GRANDE Fabrique de Candi.

CANDIS EN BATONS (médaillés avec Premium au Louisiana State Fair),
GOMMES, DRAGÉES, LOZENGES, etc.
CHOCOLATS.

Importation directe d'Articles pour Confiseurs.
GATEAUX.

Agent "DES FEUX D'ARTIFICES" du célèbre M. F. Béché.
TORPEDOES ET FIRE CRACKERS.

Compagnie des moulins à coton de Gullett.

Fabrique à Amite, Louisiane.

NOUVEAUX MOULINS à coton de Gullett, pour travail léger.

RENNEST & CO, agents généraux, Nlle-Orléans, Louisiane.

Avis aux dames.

M. A. CAPITON.

MARCHAND-TAILLEUR,

London and Lancashire Fire Insurance Company.

Philippe Baralamento,

RESTAURANT FRANÇAIS

A LA MOBILE,

TENU PAR J. PACTEAU,

Baie St-Louis.

HOTEL SHADY GROVE.

A BILOXI, Mississippi.

Propriétés à vendre et à louer.

A Louer.

JULIUS LOEFFLER.

Bonne Occasion.

A LOUER.

A LOUER.

A LOUER.

A vendre,

A Vendre ou à Louer,

Résidence d'été à vendre.

A vendre pour cause de départ.

CAFÉ ET PENSION FRANÇAISE

GRANDE FABRIQUE DE CANDI DE NORMAN & REISS

UNE DES PLUS IMPORTANTES FABRIQUES DU SUD.

RUE VIEILLE-LEVÉE

NORMAN & REISS. No. 121 & 123 rue de la Vieille-Levée.

RUE VIEILLE-LEVÉE

FABRIQUE DE MACARONI, VERMICELLE, EXTRAIT DE CAFÉ, etc.

Sirops de Fruits

FRAISES
FRAMBOISES
MURE,
GROSEILLE,
LIMON,
ORANGE,
ANANA,
ORGEAT,
GINGEMBRE,
NECTAR,
CRÊME,
BANANE,
VANILLE,
ROSE,
SALSEPAREILLE,
NATURELS,
MEAD,
VINAIGRE.

A vendre par NORMAN & REISS,

Tirage de Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 9 MAI—CLASSE No 110.

41 40 14 24 16 62 43 4 73 37 5

AUGUSTE COUTURIE,

Faïence ! Porcelaine ! Verrerie et Articles de Ménage, à des prix raisonnables.

E. F. MIOTON,

CAFE DE LA ROTONDE

L'HOTEL ST-LOUIS.

H. BIER,

STOCK BROKER,

DENTISTES.

Les dents ! Les dents !!

GRANDE REDUCTION DE PRIX !!

Le Dr. Charles E. Kells,

DENTISTE.

J. A. CASADAVANT, D. D. S.

CHIRURGIEN-DENTISTE,

68 - - Rue Bienville - - 68

Encoignure Royale.

Révolution ! Révolution !